

Bayrou met en péril son entente avec le PS

Les propos du premier ministre sur le « sentiment de submersion migratoire » ont suscité l'ire des socialistes

On le dit très « éprouvé » depuis son voyage à Mayotte, en décembre 2024. Mais l'émoi de François Bayrou face à la situation dramatique de l'île, où les migrants s'amassent dans des taudis malsains, suffit-il à justifier l'utilisation de l'expression « sentiment de submersion » migratoire, si cher à l'extrême droite ? Mardi 28 janvier, les pirouettes sémantiques déployées par le premier ministre à l'Assemblée nationale n'auront pas rassuré le Parti socialiste (PS), outré par ce mot employé par le président du MoDem la veille au soir, dans un long entretien diffusé sur LCI.

« Les apports étrangers sont positifs pour un peuple à condition de ne pas dépasser une proportion », expliquait le centriste devant le présentateur Darius Richebin, faisant écho à l'exemple utilisé lors de sa déclaration de politique générale, le 14 janvier, d'*« une famille étrangère installée dans un village pyrénéen ou cévenol »*, suscitant la « générosité » et l'entraide des habitants. « Que trente familles s'installent et le village se sente menacé », disait-il. « Dès l'instant que vous avez le sentiment de submersion, de ne plus reconnaître votre pays, de ne plus reconnaître les modes de vie ou la culture. Dès cet instant-là, il y a rejet », insiste le premier ministre sur LCI. « C'est dans cette zone-là qu'on se trouve », appuie-t-il.

Avec ces mots, le premier ministre, dépourvu de majorité, aura mis en péril son délicat exercice d'équilibrisme. Pour espérer durer plus longtemps que son prédécesseur, Michel Barnier, renversé, fin 2024, trois mois après sa prise de fonction par un vote de la gauche et de l'extrême droite, le Béarnais essaie de négocier avec les socialistes un accord de non-censure lors de l'examen du budget à l'Assemblée, début février. Mais sa sortie est perçue au PS comme une provocation visant à amadouer la droite et l'extrême droite.

« Présupposés racistes »
Du Palais-Bourbon, le chef des députés socialistes, Boris Vallaud, tonne contre ce mot « qui blesse et qui ment », appelant les démocrates chrétiens au « sursaut ». « Maintenez-vous ce mot de « submersion » », interroge-t-il, prévenant le chef du gouvernement que la bienveillance des son camp ne lui est pas, ou plus, acquise. « Tout plutôt que la corruption de nos principes ! », lance le député des



Le président du groupe Union des droites pour la République, Eric Ciotti, et le premier ministre, François Bayrou, à l'Assemblée, le 21 janvier. AMAURY CORNUHANS/LUCAS VIA AFP

Landes alors que François Bayrou campe sur ses positions. « Ce ne sont pas les mots qui sont choquants [cesont] les réalités », lance le locataire de la Rue de Varenne, chaudement applaudi par les élus du Rassemblement national (RN).

« Au fond, François Bayrou véhicule des présupposés racistes et xénophobes », s'étrangle le député (PS) du Calvados Arthur Delaporte. « L'affaire de la submersion est devenue ce mardi un problème sérieux dans le processus de décision des socialistes », observe l'élue d'Indre-et-Loire Laurent Baumel.

Le PS, tiraille entre ceux qui plaident pour la stabilité politique et ceux qui sont prêts, à nouveau, à renverser la table pour ne pas donner le sentiment de pactiser avec la Macronie, hésite à voter la censure. Sans sonner le glas des discussions avec le premier ministre, les représentants du PS ont

« Ce ne sont pas les mots qui sont choquants, [ce sont] les réalités », a lancé, à l'Assemblée, le premier ministre

voulu, mardi, signifier leur colère, en annulant un rendez-vous technique visant à négocier les dernières concessions sur le budget, programmé à Matignon l'après-midi. Mercredi matin, le PS se disait, cependant, prêt à reprendre les négociations à la condition que François Bayrou revienne sur le terme « submersion » et s'engage à ne pas toucher à l'aide médicale d'Etat, un dispositif permettant à

des étrangers sans titre de séjour régulier en France de se soigner. François Bayrou corrigerait-il le tir ? Il souhaite-t-il seulement ? « Sa démarche est tactique », pré sage Sacha Houlié, député (non inscrit) de la Vienne, imaginant que le premier ministre cherche à coller à l'opinion. « Tous pensent qu'ils peuvent empêcher le RN [de gagner en 2027 en utilisant ses mots]. Toutes les digues ont cédu. C'est suicidaire ! », se désole l'ancien macroniste.

« Maladresses »
Le vocabulaire du premier ministre aura ébranlé jusque dans son camp. « Le mot « submersion », est fort », admet un conseiller de Gérard Attal, secrétaire général du parti Renaissance, appelant le chef du gouvernement à prendre garde aux « escalades sans lendemain ». « Je n'aurais jamais tenu ces propos,

ils me gênent », s'était aussi épanché, dans la matinée, la présidente (Renaissance) de l'Assemblée, Yaël Braun-Pivet, interrogée par RMC.

Au sein du MoDem, certains veulent croire à un malentendu. « Il y a de la maladresses », admet Erwan Balamant, député du Finistère, reconnaissant la « crispation » des élus centristes lorsque l'extrême droite a acclamé François Bayrou après sa réponse à Boris Vallaud. A ses yeux, le président du MoDem est victime d'une « instrumentalisation », venue du RN, mais aussi des socialistes « qui prennent des prétextes pour aller à la bistro ». D'autres centristes s'inquiètent, à l'image du député du Loiret Richard Ramos, d'un « effet Retailleau », redoutant l'influence négative des positions très droitières du ministre de l'intérieur, Bruno Retailleau, auprès de son chef.

Dans la matinée, François Bayrou s'est expliqué, auprès des siens, lors de la réunion du groupe MoDem. Ceux qui n'avaient pu regarder l'émission en direct avaient vu les extraits, où l'on entend le premier ministre évoquer aussi ses références sur la fin de vie et s'exprimer sur le procès visant la leader du RN, Marine Le Pen, suspectée de détournement de fonds européens et menacée d'inéligibilité. Une « accusation injure », a-t-il lancé, semblant oublier la séparation des pouvoirs. François Bayrou a tâché de resserrer les rangs, jurant que ce « sentiment » de « submersion » ne s'appliquait qu'à Mayotte. Mais, « il ne faut pas se vouter la face », a-t-il ajouté, alors que le garde des sceaux, Gérald Darmanin, justifiait l'usage du terme sur la chaîne CNews. ■

SANDRINE CASSINI
ET CLAIRE GATINOIS

Le RN se réjouit d'avoir remporté une « bataille idéologique »

Les élus du parti d'extrême droite estiment que les déclarations du premier ministre sur l'immigration légitiment leur discours

C'était l'une des obsessions de Patrick Buisson (1949-2023), théoricien maurrasien et conseiller d'hommes politiques de droite et d'extrême droite : imposer les mots de son camp dans le débat public pour influencer les « sensibilités et les tempérances ». Une conquête lexicale nécessaire pour construire une « hégémonie culturelle », selon le concept développé par le philosophe marxiste Antonio Gramsci (1891-1937), concurrente à celle de la gauche. L'un des disciples de Patrick Buisson, Eric Zemmour, aime, lui, citer Lénine, pour souligner l'importance des mots dans le combat politique : « Faites leur manger le mot, vous leur ferez avaler la chose. »

Le Rassemblement national (RN) a toujours été assez loin de ces considérations. Il a pourtant, à son corps défendant, remporté une

bataille sémantique, lundi 27 janvier. Invité sur le plateau de LCI, le premier ministre, François Bayrou, a repris à son compte le terme de « submersion » pour désigner l'immigration en France, estimant que le pays « s'en approche ».

« Dès l'instant que vous avez le sentiment que vous avez une submersion, de ne plus reconnaître votre pays, (...) les modes de la vie ou la culture, dès cet instant vous avez refjet », a-t-il développé, estimant que, au-delà d'une certaine « proportion » d'étrangers, l'immigration n'était plus un apport positif.

Cette déclaration suit l'emploi, par l'exécutif macroniste, d'autres concepts pris à l'extrême droite. C'est le cas, par exemple, en 2020, de l'*« ensauvagement de la société »*. Le gouvernement d'Elisabeth Borne (2022-2024) avait également laissé les sénateurs du parti Les Républicains introduire l'idée phare des lépénistes, la « préférence nationale », dans l'accès à certaines prestations sociales, dans la loi relative à l'immigration adoptée en décembre 2023. Ce texte a, par la suite, été censuré en partie, notamment sur ce point, par le Conseil constitutionnel.

Déshumaniser l'étranger

L'expression « submersion migratoire » est labellisée Front national, puis Rassemblement national. Elle précède Jean-Marie Le Pen, mais c'est le leader de l'extrême droite française qui l'a installée dans le débat public. On en trouve la trace dans un échange resté célèbre face à Bernard Tapie, alors député des Bouches-du-Rhône, en 1989. Dans ses discours, elle est associée au « chaos économique » et à la « décadence culturelle ».

La métaphore marine, outre qu'elle véhicule une image très paritaire, l'avantage pour les adversaires de l'immigration, de déshumaniser l'étranger. Ainsi est-elle devenue un incontournable de chaque discours des leaders du RN, Marine Le Pen et Jordan Bardella. Les scientifiques spécialistes de l'immigration battent en brèche cette vision déformée de la réalité, la France n'étant que le 77^e pays du monde, en 2020, en part d'immigrants.

Pas de quoi empêcher M. Bayrou de se réapproprier cette vision, qui fait écho à sa déclaration de politique générale, le 14 janvier, évoquant une « question de proportion » : « Que trente familles s'installent, et le village se sente menacé. Le désir, après tout respectable, de se sentir chez soi est mis à mal. »

Mardi, le RN semblait ne pas savoir sur quel pied danser vis-à-vis

de ce premier ministre qui lui tourne le dos sur le budget, mais multiplie les clins d'œil idéologiques sur ses sujets de prédilection.

« Le premier ministre n'est ni psychiatre ni prêtre, donc sa parole ne guérit pas », a réagi Marine Le Pen, réclamant des « actes » plus que des « constats ». Sébastien Chenut, vice-président du RN, s'est interrogé sur France Inter : « Cela veut-il dire qu'on a gagné, nous, la bataille idéologique ? » Il pense en fait qu'on a gagné depuis très longtemps. »

Cette reprise du raisonnement et des mots de l'extrême droite par un gouvernement de centre droit est surveillée de près par le RN et ses alliés. « Il faut capitaliser un maximum sur le discours de Bruno Retailleau [ministre de l'intérieur], le forcer à proposer une forme de préférence nationale, à remettre en cause les accords de 1968 avec l'Algérie, à annoncer une révision

constitutionnelle sur l'immigration », confiait, en septembre 2024, le député (RN) de la Somme Mathias Renault, estimant qu'un ministre de l'intérieur portant les mesures de l'extrême droite ne pouvait que les légitimer.

Avec Bruno Retailleau, la Place Beauvau accueille un homme qui emprunte largement au champ lexical de l'extrême droite, qu'il s'agisse des « Français de papier », de « l'assimilation plutôt que de l'intégration », des « origines ethniques » des émeutiers de l'été 2023. « Bruno Retailleau nous fait gagner des années de bataille culturelle, car il dit ce que l'on pense, tout en étant le ministre de l'intérieur d'un gouvernement macroniste », se félicite Guilhem Carayon, vice-président délégué du parti d'Eric Ciotti, allié du RN, et animé par les questions identitaires. ■

CLÉMENT GUILLOU